

**QUALIT'ENR : DEVENIR REFERENT QUALIPV « PHOTOVOLTAÏQUE MODULE INTEGRATION AU BATI »**

Date (s)	Les 24, 25 & 26 Septembre 2018
Lieu	A SAINT JEAN DE VEDAS (34)
Horaires	8h30 – 17h30
Nombre de places	Mini 6 – Maxi 10 – Cette formation est réservée aux premiers inscrits.

**BULLETIN D'INSCRIPTION A RETOURNER À :**  
**ADEFA BTP HERAULT – 118 Allée Alain Corneau – CS 58805 – 34184 MONTPELLIER CEDEX 4**  
**Tél. 04 99 77 22 82 - Mail : adefabtp34@orange.fr**  
**Avant le 10 SEPTEMBRE 2018**

**ENTREPRISE**

Raison Sociale .....	<b>Cachet de l'entreprise</b>
Nom - Prénom du Chef d'Entreprise .....	
Adresse .....	
Code Postal ..... Ville .....	
Téléphone ..... Fax ..... Portable.....	
E-mail.....	
Activité de l'entreprise .....	
Nombre de salarié .....	
N° Siret :   Code NAF	

**STAGIAIRE**

Nom .....	<b>Statut du stagiaire</b>	
Prénom .....	<input type="checkbox"/> Artisan : Micro - entreprise	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Date de naissance .....	<input type="checkbox"/> Gérant Non Salarié	<input type="checkbox"/> Gérant Salarié
Profession .....	<input type="checkbox"/> Conjoint(e) collaborateur	<input type="checkbox"/> associé(e)
	<input type="checkbox"/> Président de SAS	<input type="checkbox"/> Salarié
	<input type="checkbox"/> Autres .....	

**PARTICIPATION**

Artisan, Gérant non salarié, Conjoint collaborateur ou Associé, Micro entrepreneur	<b>20 € *</b> * sous réserve que vous soyez ressortissant du FAFCEA secteur bâtiment et que vous n'ayez pas consommé plus de 79 heures de formation depuis le 01/01/18. Le cas échéant, vous devrez vous acquitter de l'intégralité du coût du stage, soit 650 €
Salarié, Gérant salarié, Autre	<u>Pour les ressortissants de CONSTRUCTYS section moins de 11 salariés : 20 €</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>prise en charge de la formation en direct par Constructys à hauteur de 630 €</li> <li>dédommagement d'une partie du salaire</li> <li>dédommagement d'une partie des frais annexes</li> </ul> <u>Pour les autres stagiaires, vous devrez vous acquitter de l'intégralité du coût du stage, soit 650 €</u>

**Validation de votre inscription à réception des pièces, chèque caution et chèque de stage**

Ci-joint chèque de \_\_\_\_\_ € pour inscription au stage à l'ordre de l'ADEFA BTP HERAULT  
**ET**  
 Ci-joint chèque de Caution de 600 € à l'ordre de l'ADEFA BTP HERAULT

Date : ..... Signature\* :

\* par la présente signature, le chef d'entreprise reconnaît avoir pris connaissance et accepté les conditions générales de vente se trouvant au dos de ce document

**Nous vous rappelons que pour maintenir cette formation, nous devons avoir au moins 6 participants**

## 1. Inscription / Caution

1.1 Toute inscription n'est prise en compte qu'à réception du règlement relatif à la formation et du chèque de caution.

1.2 La caution versée au moment de l'inscription du stagiaire a pour utilité de confirmer l'inscription du stagiaire qui, en cas d'absence injustifiée, permet d'indemniser le formateur et les frais fixes administratifs engagés par l'ADEFA BTP. La caution est restituée au stagiaire en cas de participation à la totalité du stage, au prorata temporis en cas d'absence partielle.

Les motifs légitimes d'absence sont : maladie (justifiée par un arrêt de travail); accident de la circulation lors du trajet ; motif non inhérent au stagiaire, mais justifiant de son absence (courrier justificatif).

## 2. Remplacements / Annulations / Reports

2.1 Tout stage commencé est dû en totalité.

2.2 Toute annulation ou report d'inscription de la part du client doit être signalée et confirmée par écrit.

Pour les stages intra-entreprises et pour les stages inter-entreprise, une annulation intervenant plus de 15 jours ouvrés avant le début du cours ne donne lieu à aucune facturation. Une annulation intervenant moins de 15 jours ouvrés avant le début du cours donne lieu à une facturation du montant intégral de la caution.

2.3 L'organisme de formation se réserve le droit de reporter ou d'annuler une formation, de modifier le lieu de son déroulement ou le choix des animateurs, si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent.

L'ADEFA BTP informe l'organisation signataire du contrat à minima 3 jours ouvrés avant le début de la formation. Ce délai est applicable sauf cas de force majeure justifiée.

## 3. Règlement de la formation / Caution

3.1 Le règlement est à la charge de l'entreprise ou d'un organisme collecteur. La formation sera facturée au terme de la session et devra être réglée selon les conditions déterminées dans la proposition commerciale ou au plus tard à réception de la facture.

3.2 En l'absence de prise en charge ou de refus de prise en charge du coût de la formation par un organisme collecteur, le stagiaire ou, selon le cas, l'entreprise, est de plein droit personnellement débiteur du coût de la formation.

3.3 Pour les stages intra-entreprise, la présence des stagiaires, au-delà du nombre défini conjointement entre l'ADEFA BTP et le client, donnera lieu à une augmentation du prix de journée de 100 € HT par personne supplémentaire.

## 4. Obligations du stagiaire et/ou du cocontractant de l'organisme de formation

4.1 Si la formation est organisée par l'employeur dans les locaux de l'entreprise, le salarié ou le stagiaire reste soumis au pouvoir de discipline de l'employeur. Si la formation est assurée dans les locaux de l'ADEFA BTP, le salarié doit en outre respecter le règlement intérieur de l'ADEFA BTP.

4.2 Le stagiaire s'oblige à fréquenter avec assiduité et régularité le stage de formation auquel il est inscrit.

Il s'oblige à signer en début et fin de chaque journée la feuille de présence mise à sa disposition. Il est entendu que les absences non autorisées et non reconnues valables, tout comme le non-respect du contrat par le stagiaire peuvent entraîner son renvoi du stage dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

En outre, le défaut ou le manque d'assiduité et de régularité sera sanctionné par un refus de délivrance de l'attestation de stage.

4.3 Tout retard du stagiaire pourra entraîner une non-admission au stage.

## 5. Moyens pédagogiques et techniques

L'utilisation des documents remis lors des cours est soumise aux articles 40 et 41 de la loi du 11 mars 1957 :

«Toute présentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause est illicite». L'article 41 de la même loi n'autorise que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et «les analyses et courtes citations, sous réserve que soient indiqués clairement le nom de l'auteur et la source « Toute représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, ne respectant pas la législation en vigueur constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et 429 du code pénal.

## 6. Acceptation des CGV

La participation au stage de formation implique l'acceptation totale des conditions générales de vente par l'entreprise, et le respect par le stagiaire de notre règlement intérieur (disponible sur simple demande).

## 7. Informatique et libertés

Le Client est informé que les informations à caractère personnel qui sont communiquées à l'ADEFA BTP en application et dans l'exécution des commandes et/ou ventes pourront être communiquées aux partenaires contractuels de l'ADEFA BTP pour les besoins desdites commandes. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978, dite Loi Informatique et Libertés, mise à jour par la loi du 6 août 2004, le Client dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données personnelles le concernant. Ce droit est exerçable en faisant une demande par e-mail ou par courrier adressé à l'ADEFA BTP.

## 8. Communication

Le Client autorise expressément l'ADEFA BTP et ses filiales à mentionner son nom, son logo et à faire mention à titre de références de la souscription à une commande et de toute opération découlant de son application dans l'ensemble de leurs documents commerciaux.

## 9. Loi applicable

Les Conditions Générales et tous les rapports entre l'ADEFA BTP et ses Clients relèvent de la Loi française.

Tous litiges qui ne pourraient être réglés à l'amiable seront de la COMPÉTENCE EXCLUSIVE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER quel que soit le siège ou la résidence du Client, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie. Cette clause attributive de compétence ne s'appliquera pas au cas de litige avec un Client non professionnel pour lequel les règles légales de compétence matérielle et géographique s'appliqueront. La présente clause est stipulée dans l'intérêt de la société l'ADEFA BTP qui se réserve le droit d'y renoncer si bon lui semble.

## 10. élection de domicile

L'élection de domicile est faite par l'ADEFA BTP à son siège social au 118 Allée Alain Corneau, CS 58805, 34184 MONTPELLIER Cedex 4.